



Madame la Rectrice
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les membres des cette CAPA

Impossible de commencer cette CAPA sans souligner ce que la période politique que nous traversons a de préoccupant pour la démocratie. Nous sortons d'une élection présidentielle qui a confirmé encore la progression de l'abstention et du score de l'extrême droite aussi. La verticalité et l'autoritarisme de l'exercice du pouvoir par le Président Macron et ses ministres, la violence du néolibéralisme qui guide la gouvernance politique depuis 5 ans y sont certainement pour quelque-chose. Jamais il n'a été tant besoin de justice sociale, de reconsidération du pouvoir d'achat et de services publics renforcés et démocratisés.

Les personnels de l'Education nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche le savent bien, eux qui subissent un déclassé salarial qui chaque année accroît encore la difficulté à recruter de nouveaux enseignant.es : les chiffres d'admissibilité aux concours de cette année sont tristement éloquentes. Mais comment redonner le goût du métier à des jeunes en alternance que l'on maltraite dès la préparation du concours, que l'on continue de maltraiter en les affectant sur temps plein la première année? De manière générale, les enseignant.es n'ont reçu que mépris de la part de leur Ministre en remerciement de l'engagement sans faille qui a été le leur ces dernières années, alors que s'abattaient sur elles et eux la crise sanitaire, les réformes multiples menées sans concertation, les budgets d'austérité... Nous ne connaissons pas le nom de notre prochain Ministre mais une chose est certaine : Jean-Michel Blanquer n'a - et depuis longtemps- plus aucune légitimité à ce poste, pas davantage celui qui voudrait reprendre le flambeau de sa politique de destruction du service public d'éducation.

Comme d'autres services publics, L'École publique est exsangue, quand continuent de fleurir les écoles privées (Que l'on songe, par exemple, au collège privé hors contrat qui devrait s'ouvrir à la rentrée dans le Confolentais). Les salaires des titulaires, *a fortiori* des personnels précaires, sont misérables (1,1 SMIC pour un enseignant qui débute!) ; les moyens de rentrée sont très insuffisants pour garantir des conditions correctes d'apprentissage dans les collèges, lycées, dans le Supérieur. Les réformes du baccalauréat et du lycée, les ajustements constants d'une réforme mal ficelée, les calendriers aberrants (que l'on songe à ce qu'un report des enseignements de spécialité en mai a fait de ce joli mois de mai!), les incohérences et injustices que portent Parcoursup et la réforme du lycée, les injonctions pressantes à l'inclusion sans moyens dédiés : tout cela a considérablement abîmé le cœur de nos métiers au point que de nombreux collègues ne s'y reconnaissent plus. Le remède est parfois pire que le mal : ainsi un programme de mathématiques vient d'être publié pour une mise en œuvre en classe de Première à la rentrée 2022 mais personne ne sait qui et comment se mettra en œuvre cet enseignement. Nous sommes pourtant à quelques semaines de cette rentrée ! La politique des « rustines » n'a que trop duré ; nous demandons l'abrogation de la réforme du lycée, de la réforme Parcoursup. Nous demandons aussi et sans plus attendre une revalorisation conséquente de nos salaires, avec un plan de rattrapage immédiat et sans aucune contrepartie. Nous demandons un plan d'urgence qui garantisse les moyens budgétaires et humains pour corriger les effets de la crise Covid sur les apprentissages. Nous exigeons que les personnels soient respectés dans leur expertise et que cessent les injonctions de toutes sortes. Nous exigeons le rétablissement de toutes les CAPA et le respect du paritarisme, le respect du vote des personnels qui bientôt seront appelés à élire leurs représentant.es. Ces personnels exigent que le mot de « dialogue social » cesse d'être galvaudé et que transparence et équité redeviennent les principes qui règlent opérations de

carrière et de mobilité. Nous en sommes loin, y compris dans notre académie et en dépit des réunions organisées par la DPE. Pour preuve, le refus récent de vous, Madame la Rectrice, d'un GT barèmes/vœux alors même que les remontées que nous avons témoignent cette année encore d'erreurs conséquentes sur les barèmes. Loin de nous l'idée de montrer du doigt les services dont nous mesurons l'état d'épuisement et la manifeste bonne volonté. Il est clair pourtant que ces opérations requiert un regard collégial, un examen attentif et expert, seul à même de corriger les écueils que vous avez vous même provoqués avec, par exemple, la circulaire tardive concernant la rénovation du collège Henri IV. Ce refus ainsi que la défiance qu'il ne manquera pas de susciter chez les demandeurs de mutation, il vous faudra l'assumer madame la Rectrice.

Notre expertise d'enseignant.es est le fruit d'une formation scientifique et didactique acquise au cours de la formation initiale, de la pratique du métier. Elle aurait à s'enrichir grandement d'une formation continue de qualité, qui ne soit pas instrumentalisée, ni dans sa forme ni dans ses contenus, qui soit nourrie de la recherche dans sa grande diversité. Elle aurait à s'enrichir encore de la possibilité pour les collègues de bénéficier en plus grand nombre d'un congé formation quand le contingent demeure insuffisant pour satisfaire les demandes réitérées.